PRÉSENTATION

Étude d'impact des actions de L'Appel au Rwanda

L'Appel, 20 ans d'action au Rwanda : de l'aide humanitaire au « développement intégré »

Bureau Inter-Culturel
etudes@inter-culturel.net

Ce document est un résumé de présentation de l'étude d'impact des actions menées par L'Appel au Rwanda.

Sommaire

I — Contexte général 1
II — Évaluation des impacts 3
III — Synergies et partenariats 5
IV — Perspectives et recommandations 6
V — Conclusion 6
— Description des illustrations et tableaux 7

I — Contexte général

Les interventions de L'Appel au Rwanda visent à améliorer durablement les conditions de vie des populations vulnérables en abordant plusieurs dimensions essentielles : l'éducation, la santé, l'accès à l'eau et à l'électricité, ainsi que le développement économique et social. L'Appel a entamé une transition majeure, de l'aide humanitaire d'urgence vers une approche de « développement intégré ». Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par les séquelles du génocide perpétré contre les Tutsi, en 1994, et les défis persistants de reconstruction et de développement social et économique qui lui ont succédé.

L'Appel a initié divers projets structurants qui ont eu un impact tangible sur la vie des bénéficiaires.
La construction de maisons a permis d'offrir des conditions de vie dignes à de nombreuses familles, majoritairement composées de femmes seules avec enfants. L'amélioration de l'accès à l'eau potable grâce à la mise en place de réseaux gravitaires a transformé le quotidien de milliers d'habitants en réduisant leur vulnérabilité aux maladies hydriques et en allégeant la corvée généralement dévolue aux femmes et aux enfants d'aller chercher des bidons d'eau sur de longues distances. Parallèlement, l'éducation a constitué un axe prioritaire avec la mise en place de parrainages scolaires, de formations professionnelles, l'ouverture de cantines sociales ainsi que la création d'une médiathèque qui favorise l'accès aux ressources éducatives et culturelles.

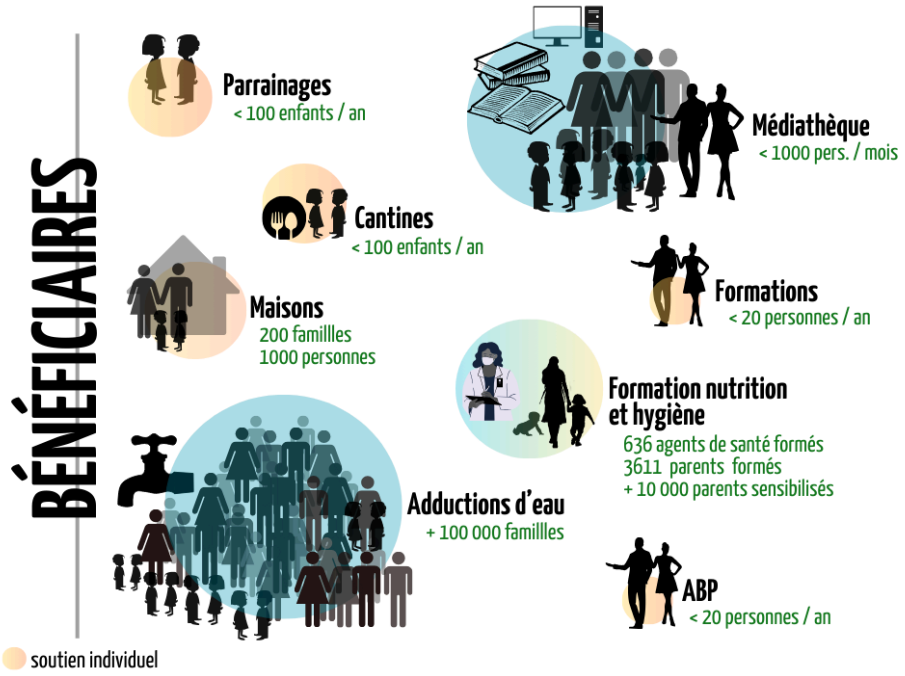
Pendant la période étudiée (2014-2024) les actions de L'Appel au Rwanda ont été les suivantes :

— **Construction de maisons neuves** : Depuis 2014, la construction de 200 maisons a permis de loger plus de 1000 personnes, à 90 % des femmes seules avec enfants ou des hommes handicapés.

— **Raccordements individuels au réseau d'adduction d'eau** : Depuis 2021, le raccordement au réseau de distribution d'eau des maisons construites ou réhabilitées est une priorité pour l'association. En 2023, 25 maisons ont été raccordées.

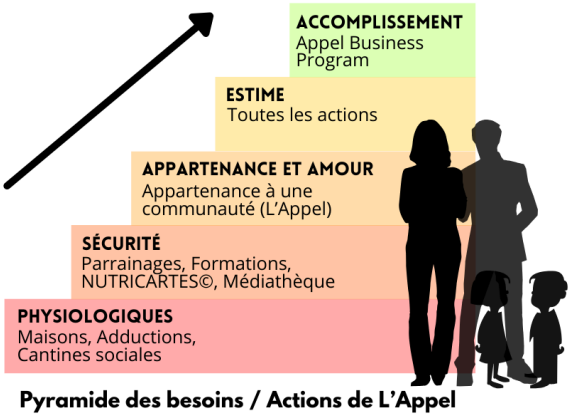
— **Construction de réseaux gravitaires de distribution d'eau** : La construction ou la réhabilitation de 19 réseaux gravitaires a bénéficié à environ 100 000 personnes.

— **Cantines sociales** : Le financement d'une cantine sociale permet l'accueil de 50 enfants par jour. Une deuxième cantine a été inaugurée fin août 2024 à Kiruhura.
— **Parrainages scolaires** : 64 filleuls issus de familles démunies ou orphelins ont été parrainés cette année scolaire et plus de 300 enfants ont été accompagnés jusqu'à la fin de leurs études secondaires depuis 2004.
— **Formation à l'éducation nutritionnelle** : L'Appel promeut le projet NUTRICARTES©, une méthode d'éducation nutritionnelle basée sur une pédagogie participative et un outil ludique adapté. 636 agents de santé communautaires et 3 611 parents – essentiellement des mamans – ont été formés.
— **Microcrédit** : Un programme de micro-crédit pour activités économiques, *L'Appel Business Program* (ABP), a été expérimenté en 2023. Ce projet a permis en 2023 à 12 anciens filleuls ou bénéficiaires de L'Appel (8 femmes et 4 hommes, entre 23 et 45 ans) de créer leur activité et leur emploi.
— **Médiathèque** : Une bibliothèque, inaugurée en 2011, est aujourd'hui dotée d'un espace ludothèque et d'une salle informatique. La médiathèque est fréquentée par plus de 1000 personnes en moyenne chaque mois. Elle collabore avec des écoles et des Centres de développement de la petite enfance (ECD).



Toutes ces initiatives ont un impact direct sur l'estime de soi des bénéficiaires, en leur permettant d'améliorer leur position sociale et de modifier le regard de leurs proches et de leur communauté.

L'Appel Business Program va plus loin en offrant la possibilité de s'accomplir à travers un projet entrepreneurial, contribuant ainsi à l'autonomie des bénéficiaires. Le schéma ci-contre, inspiré de la pyramide de Maslow, démontre les synergies potentielles des actions menées, dont les effets se renforcent mutuellement lorsqu'elles sont combinées.



Pyramide des besoins / Actions de L'Appel

II — Évaluation des impacts

— Impact sur les conditions de vie

L'action de L'Appel a permis d'améliorer significativement les conditions de vie des populations bénéficiaires. L'accès à un logement sécurisé a renforcé la stabilité des familles et facilité leur intégration sociale. La construction d'adduction d'eau a eu des répercussions positives sur la santé et le bien-être des communautés : la plus grande proximité des bornes-fontaines leur a également permis de consacrer plus de temps au travail scolaire, aux loisirs, parfois à des activités génératrices de revenus. L'amélioration des conditions de scolarisation et les activités de la médiathèque ont encouragé la réussite éducative des enfants issus de milieux défavorisés, en leur offrant un cadre propice à l'apprentissage et à l'épanouissement.

L'accompagnement économique à travers des formations professionnelles et un programme de microcrédit, *L'Appel Business Program*, a favorisé l'autonomie des bénéficiaires en leur permettant d'initier des activités génératrices de revenus. Toutefois, ces initiatives demeurent encore limitées en raison du nombre restreint de bénéficiaires en ayant bénéficié.

— Principaux objectifs atteints

- **Amélioration des conditions de vie** : Les logements construits ont amélioré la sécurité et la stabilité des familles, surtout des femmes seules. Un meilleur accès à l'eau potable a réduit les tâches quotidiennes ardues, en particulier pour les femmes et les enfants.
- **Éducation** : Les parrainages scolaires et les cantines sociales ont permis à plus de 300 enfants issus de familles vulnérables d'achever leur scolarité. La médiathèque, fréquentée par plus de 1 000 personnes par mois, enrichit l'accès aux ressources éducatives et culturelles.
- **Autonomisation économique** : Le programme pilote de microcrédit ABP a permis à 12 bénéficiaires (dont 8 femmes) de lancer leurs propres activités économiques.
- **Nutrition et santé** : La méthode éducative **NUTRICARTES©** a formé 3 600 parents et agents de santé, contribuant à une meilleure alimentation et hygiène.

Certaines limites ont également été identifiées. La dépendance aux financements externes représente un enjeu majeur pour la pérennité des actions. La conception des maisons construites pourrait être encore améliorée en intégrant des installations sanitaires et des cuisines pour mieux répondre aux besoins des familles. Enfin, l'implication des bénéficiaires dans la définition et la mise en œuvre des projets reste limitée, ce qui ne favorise pas leur appropriation des initiatives et leur autonomisation à long terme.

— Limites identifiées

- La dépendance envers certains partenaires financiers comme la *Fondation Abbé Pierre* ou le SEDIF et la baisse du nombre de parrains.
- Des besoins non couverts, comme l'intégration de sanitaires et de cuisines, voire d'un mobilier élémentaire, dans les maisons construites.
- Une approche encore insuffisante pour mobiliser les bénéficiaires comme acteurs directs de leur propre développement.

— Impact sur le « pouvoir d'agir »

L'analyse d'impact a mis en évidence une évolution de la vision de L'Appel, passant d'une logique humanitaire à une approche de développement intégré. Cette évolution se manifeste dans la volonté de L'Appel d'instaurer des synergies entre actions permettant d'amplifier leur efficacité et leur impact sur les bénéficiaires directs, leurs familles, leurs voisins et leurs communautés.

L'évaluation de cet impact ne saurait se limiter à celle de la satisfaction de leurs besoins primaires, ni à une simple dimension économique ou sanitaire, mais doit aussi être appréhendée en terme d'extension du « pouvoir d'agir » des personnes aidées (augmentation des savoirs, savoir-faire et savoir-être ou savoir interagir). Pour mesurer les effets et impacts des actions menées en termes d'extension des capacités à agir des bénéficiaires nous nous sommes appuyés sur la « *Grille du pouvoir d'agir* », présentée ci-dessous :

<table>
<tr><th>AVOIR</th><th>VOULOIR et POUVOIR</th></tr>
<tr><td>⇒ Accès aux ressources, accès aux services et situation financière et sociale</td><td>⇒ État d'esprit, force psychologique, capacité à aller vers les autres
⇒ Conscience critique et capacité d'influence</td></tr>
<tr><td>— Rôles, réseau et rapports sociaux
— Revenu individuel, familial et gestion des revenus
— Accès aux services (logement, eau, électricité, etc.)
— Patrimoine : ressources, propriétés et leur utilisation (maison, terre, biens, outils et autres ressources)</td><td rowspan="3">Individuel :
— Estime de soi et confiance en soi
— Développement et projet personnel
— Prise de parole en public
— Participation à la décision publique
— Conscience critique individuelle des rapports de pouvoir

Collectif :
— Conscience collective des rapports de pouvoir et du pouvoir de l'action collective
— Participation à des organisations / actions de développement local
— Capacité d'influence collective</td></tr>
<tr><td>SAVOIR</td></tr>
<tr><td>⇒ Connaissances, compétences et conscience critique individuelle</td></tr>
<tr><td>— Formations techniques et niveau d'apprentissage
— Connaissances en nutrition et hygiène (santé)
— Capacité à formuler des idées, une opinion
— Capacité à identifier des violences et discriminations basées sur les genres (VBG)</td></tr>
</table>

L'augmentation du pouvoir d'agir - individuel et collectif - transforme les bénéficiaires de simples receveurs à acteurs de l'amélioration de leurs conditions de vie, en faisant de l'aide reçue une opportunité de changement positif pour eux et leurs proches.

Dans l'analyse des actions menées par L'Appel, il apparaît que deux dimensions du pouvoir d'agir se voient renforcées[1] dans la sphère de l'**Avoir**, à savoir celles des « *Rôles, Réseau et rapports sociaux* » et celle de l'« *Accès aux services (logement, eau, électricité, etc.)* ». Les actions ont eu également un effet significatif en termes de **Savoir** (« *Formation technique et niveau d'apprentissage* ») et de **Pouvoir/Vouloir** (« *Estime de soi* », « *Développement d'un projet personnel* », et, dans une moindre mesure, « *Prise de parole en public* »).

Toutes les autres dimensions ont été moins mobilisées, ou ne le sont que dans des actions spécifiques. C'est le cas par exemple des « *Connaissances en nutrition et hygiène (santé)* », qui bien que largement mobilisées dans la cadre du projet NUTRICARTES©, ne sont pas au cœur des autres actions menées.

Cette réflexion met en lumière la nécessité de renforcer ces dynamiques « d'encapacitation » sous-jacentes au développement intégré. La formation et l'autonomisation des bénéficiaires émergent ainsi comme des principes fondamentaux pour garantir l'efficacité et la durabilité de l'impact des actions mises en place.

[1] Textes en rouge dans le tableau (Grille du pouvoir d'agir). Les autres dimensions du pouvoir d'agir peuvent ainsi être mobilisées dans les actions à venir de L'Appel. Nous y revenons plus largement dans l'étude d'impact.

III — Synergies et partenariats

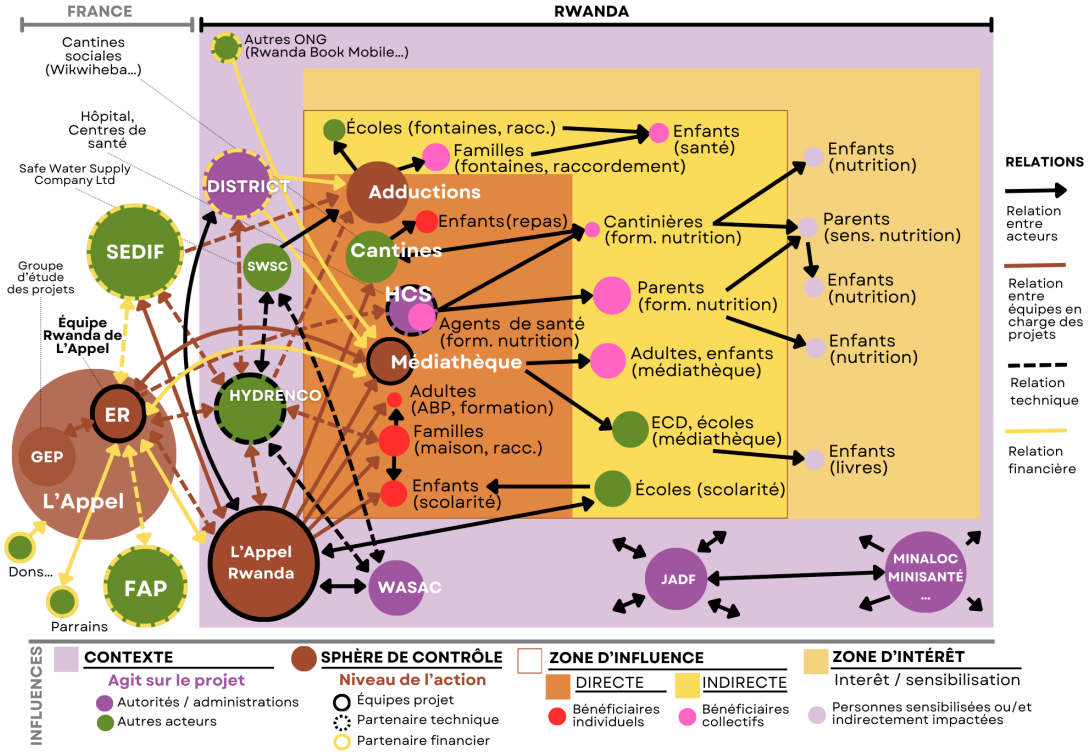
L'Appel a su développer un réseau de partenariats stratégiques avec des institutions locales et des organisations françaises (la *Fondation Abbé Pierre*, le SEDIF). La collaboration avec le District de Gicumbi, l'hôpital de Byumba et la société *Hydrenco* a permis d'optimiser l'impact des projets en mobilisant les expertises locales et en assurant le suivi des réalisations. Ces synergies ont facilité la mise en place d'actions essentielles, notamment en matière d'adduction d'eau, de construction de logements et de formation à la nutrition.

Toutefois, des défis subsistent en matière de coordination, de suivi et de valorisation des actions menées. La médiathèque, malgré son importance éducative et culturelle, peine à être reconnue comme un levier essentiel du développement communautaire. La communication entre les différentes équipes de L'Appel, en France et au Rwanda, pourrait être renforcée pour assurer une meilleure cohérence dans la mise en œuvre et le suivi des projets, et une adaptation plus fine aux réalités locales.

— Collaborations réussies :
L'Appel a collaboré efficacement avec des partenaires locaux (districts, hôpital de Byumba, WASAC, et *Hydrenco*). Ces synergies ont permis de maximiser l'impact des interventions, notamment pour les réseaux d'eau gravitaires, la construction des maisons et les formations nutritionnelles.

— Enjeux organisationnels :
Les relations avec certains acteurs locaux manquent de coordination, en particulier dans la valorisation d'initiatives comme la médiathèque. La communication interne et externe doit être renforcée, notamment pour aligner les objectifs - et les outils de suivi - entre L'Appel France et ses équipes au Rwanda.

La cartographie suivante, à valeur illustrative, permet de saisir les principaux « *nœuds organisationnels* » et de visualiser les acteurs qui sont au cœur de l'action menée : L'Appel Rwanda, les équipes Rwanda de L'Appel (ER) et la société Hydrenco. Cette dernière est en effet le principal partenaire technique, tant pour la réalisation des adductions que pour la construction des maisons (les deux actions les plus impactantes en termes de nombre de bénéficiaires).



IV — Perspectives et recommandations

Pour renforcer l'impact et la pérennité des actions menées, plusieurs pistes d'amélioration peuvent être envisagées. L'intégration de sanitaires et de cuisines dans les maisons construites permettrait d'offrir un cadre de vie plus fonctionnel et plus adapté aux besoins des bénéficiaires. La diversification des sources de financement est une priorité pour réduire la dépendance aux bailleurs de fonds actuels et garantir la continuité des projets. L'accompagnement économique peut être intensifié par l'élargissement du programme ABP et la mise en place d'un suivi plus structuré pour assurer la viabilité des initiatives entrepreneuriales des bénéficiaires.

L'égalité de genre mérite une attention renforcée afin d'assurer une parité stricte dans les parrainages scolaires et d'encourager l'implication des femmes dans la gouvernance locale de L'Appel. Les cantines sociales pourraient évoluer en intégrant des programmes éducatifs sur la nutrition et l'hygiène, favorisant ainsi une meilleure appropriation des bonnes pratiques alimentaires par les familles.

L'amélioration du suivi des projets repose sur l'adoption d'outils modernes[2] permettant un suivi-évaluation plus rigoureux et plus réactif. Une approche centrée sur les changements[3] à long terme, plutôt que sur la seule exécution des actions, favoriserait une meilleure adaptation des initiatives aux besoins évolutifs des populations concernées.

— **Améliorations suggérées** :

- **Renforcement des infrastructures** : Intégrer des sanitaires, des cuisines, et un mobilier de base dans les maisons.
- **Diversification des financements** : Réduire la dépendance à quelques bailleurs en explorant de nouvelles sources de financement.
- **Soutien à l'autonomie économique** : Étendre le programme ABP en augmentant le montant des microcrédits et en renforçant le suivi des bénéficiaires.
- **Focus sur l'égalité de genre** : Réintégrer une stricte parité dans les parrainages scolaires et renforcer la présence féminine dans la gouvernance locale de L'Appel.
- **Optimisation des cantines sociales** : Diversifier les repas et introduire des programmes éducatifs sur la nutrition et l'hygiène.
- **Stratégies de suivi** : Adopter des outils modernes pour le suivi-évaluation, tels que des plateformes collaboratives en ligne, et encourager une approche basée sur les changements durables (cartographie des incidences).

V — Conclusion

L'Appel cherche à inscrire ses initiatives dans une dynamique de transformation durable des conditions de vie des populations les plus vulnérables. Cette approche témoigne d'une évolution vers une stratégie de développement intégré, qui ne se limite pas à la satisfaction des besoins fondamentaux, mais vise à renforcer les capacités des bénéficiaires à devenir acteurs de leur propre développement. En enrichissant, en 2023, son intervention par l'introduction du microcrédit, ajoutant une dimension économique aux actions de soutien social, L'Appel a engagé une modification de la position des bénéficiaires de ses actions qui deviennent des acteurs de leur propre développement et des partenaires de la réussite des projets engagés.

L'approche de L'Appel repose également sur une articulation cohérente entre interventions complémentaires. Sur le terrain, cette synergie s'est traduite par la mise en œuvre simultanée de plusieurs actions au profit des mêmes bénéficiaires, maximisant ainsi leur impact. L'association de la construction de logements, de l'accès à l'eau potable, du soutien scolaire et des initiatives économiques a eu des effets de levier significatifs,

[2] Un ensemble d'outils et de méthodes pour planifier, suivre et évaluer les actions pour accompagner des processus de changement est présenté par F3e. https://f3e.asso.fr/decouvrir-le-f3e/que-faisons-nous/nos-sujets/changement-approches-orientees-changement-aoc/

[3] Voir notamment « Agir pour le changement. Guide méthodologique pour accompagner des processus de changement « complexe : analyser, planifier, suivre et évaluer », F3E-COTA, 2014. https://f3e.asso.fr/wp-content/uploads/guide_chgmt_f3e_cota.pdf

permettant aux bénéficiaires d'accéder à des conditions de vie plus dignes et de renforcer leur autonomie. Toutefois, cette dynamique demeure essentiellement individuelle, dans la mesure où les dispositifs actuels ne favorisent pas l'émergence d'une mobilisation collective des bénéficiaires. L'absence d'espaces de concertation et d'échanges limite la possibilité de renforcer le tissu social et de promouvoir des formes d'entraide communautaire. L'Appel indique vouloir favoriser l'émergence d'une société civile locale plus active. Cette ambition s'inscrit en cohérence avec la volonté du gouvernement rwandais d'impliquer les citoyens dans la gouvernance locale à travers le *Joint Action Development Forum*[4] (JADF). Toutefois, l'intégration des bénéficiaires dans ces dynamiques institutionnelles suppose un accompagnement spécifique, notamment en encourageant leur participation à des organisations existantes ou en facilitant la création de nouveaux collectifs. La mobilisation des femmes bénéficiaires apparaît particulièrement stratégique, tant pour renforcer leur pouvoir d'action au sein de la communauté que pour favoriser une évolution des rapports de genre. En soutenant leur implication dans des structures de plaidoyer et de défense des droits, L'Appel contribuerait à la consolidation d'un cadre plus inclusif et équitable.

L'évaluation des actions menées met en évidence des transformations significatives, tant sur le plan des conditions de vie que sur celui de l'autonomisation des bénéficiaires. Toutefois, l'enjeu central réside dans le passage d'une logique d'assistance à une logique de co-construction des projets, où les bénéficiaires ne sont plus de simples récipiendaires de l'aide, mais des partenaires actifs de leur propre développement. Cette dynamique est déjà à l'œuvre dans le programme ABP de microcrédit, qui implique directement les bénéficiaires dans la gestion et la mise en œuvre des actions. Pour amplifier cet impact, il est essentiel d'élargir l'approche participative à l'ensemble des initiatives de L'Appel, en intégrant davantage les bénéficiaires dans la définition et le suivi des projets.

L'amélioration de l'impact des actions passe également par une meilleure structuration des processus de suivi et d'évaluation. Une communication renforcée avec les partenaires existants, associée à une valorisation plus systématique des résultats obtenus, permettrait d'assurer la pérennité des financements et de mobiliser de nouveaux soutiens. Par ailleurs, la consolidation de l'approche de développement intégré suppose une réflexion accrue sur les dimensions environnementales des interventions, notamment en matière de résilience aux changements climatiques et d'adoption de pratiques durables.

Enfin, une planification plus rigoureuse et une adaptation continue des stratégies d'intervention permettraient d'optimiser l'impact des actions. Dans cette optique, le renforcement des capacités des équipes locales et l'implication croissante des bénéficiaires apparaissent comme des leviers essentiels pour garantir la durabilité et l'efficacité des initiatives mises en œuvre par L'Appel.

En résumé

L'Appel a démontré, au fil des années, sa capacité à améliorer durablement les conditions de vie des populations vulnérables grâce à des interventions ciblées et adaptées aux contextes locaux. L'adoption d'une approche fondée sur le développement intégré a favorisé des synergies entre les actions menées, conduisant à des avancées significatives en matière d'éducation, de nutrition et d'accès aux services essentiels (logement, eau, électricité).

Néanmoins, des défis persistent quant à la pérennisation et à l'extension des initiatives. La diversification des sources de financement, le renforcement de la coordination entre les acteurs ainsi que l'optimisation des dispositifs de suivi et de rapportage constituent des leviers stratégiques pour accroître l'impact des interventions.

Enfin, dans une perspective de transformation sociale, L'Appel devrait poursuivre ses efforts en faveur d'une approche plus inclusive et participative, plaçant les bénéficiaires, leurs familles et leurs communautés au centre des projets et considérant les actions menées comme des étapes essentielles à leur autonomisation.

— Description des illustrations et tableaux

Première page : Séance de formation NUTRICARTES© - Page 1 : Une bénéficiaire devant sa maison construite par L'Appel - Page 2 : Schéma des bénéficiaires par action + Pyramide des besoins remplis par les actions de L'Appel - Page 3 : Espace bibliothèque de la médiathèque de L'Appel + Cantine sociale de Byumba - Page 4 : Grille du pouvoir d'agir (empowerment) - Page 5 : Cartographie des influences des acteurs impliqués dans les actions de L'Appel.

[4] Il y a peu de partage d'informations entre L'Appel et L'Appel Rwanda sur les débats menés au sein du *Joint Action Development Forum* (JADF), où les représentants du secteur public, du secteur privé et de la société civile partagent leurs expériences et échangent sur le développement local. C'est d'autant plus dommageable que L'Appel Rwanda est représenté au sein de ce forum et que toutes les initiatives locales y sont présentées.